

AQMI : un problème régional

Avertissement : La prise d'otage de Niamey, l'assaut donné par les forces spéciales françaises contre leurs ravisseurs, l'échec désolant de cette opération et la mort des deux captifs éclairent d'une façon encore plus sombre les analyses et les conclusions de cette note, établie quelques jours avant le drame. Elle incite notamment à circonscrire les prises de position en ce qui concerne le recours à la force armée.

Mis en pleine lumière par les prises d'otages et les attentats récents, les problèmes de sécurité dans la zone sahélienne ne peuvent être bien compris qu'en prenant en considération quatre facteurs qui interagissent entre eux :

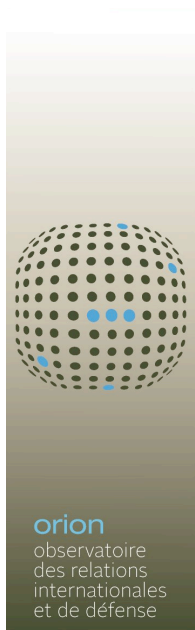
- la question du contrôle de l'ouest saharien sur fond de tensions entre l'Algérie, le Maroc et la Mauritanie ;
- les tentatives de l'Algérie de déporter puis de fixer dans cette zone désertique et éventuellement d'y combattre les mouvements islamistes qui auparavant agissaient sur son sol ;
- l'implication d'Al Qaïda au Magreb et dans le Sahel, dans un double mouvement d'allégeance et de reconnaissance conduisant à la création de l'AQMI puis à son « africanisation » progressive ;
- les enjeux propres à l'économie de ce territoire habité par des sociétés nomades aux conditions de vie difficiles, territoire dont le sous sol est riche en minerais potentiellement exploitables mais est aussi espace de trafics en tout genre.

Dans un tel contexte, il faut être très attentif aux modalités d'intervention de la France. Le recours à la force armée, surtout improvisée en hâte, risque non seulement d'être inefficace, voire de mettre en danger la vie des otages, mais de faire empirer la situation localement.

Cette note d'Orion, qui comme à l'accoutumée est le fruit d'une réflexion et d'une élaboration collective, met l'accent sur l'origine, les mobiles et les modes d'action de l'AQMI avant de proposer des pistes d'action pour contrecarrer l'influence et la menace que représente cet acteur dangereux et désormais incontournable.

Louis Gautier

7 janvier 2011



AQMI : un problème régional

Depuis maintenant cinq ans, Al-Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI), ex-Groupe Salafiste pour la Prédication et du Combat (GSPC), est devenu une menace constante de déstabilisation au Sud de la Méditerranée et une crainte au Nord. L'organisation, encore très algérienne, tend de plus en plus à s'étendre au Sahel. Elle compte aujourd'hui moins de 500 membres, divisés entre le Sahel et l'Algérie. C'est peu et beaucoup. Peu dans un territoire sahélien grand comme vingt fois la France, traversé par de multiples échanges, populations, commerces, trafics. Mais beaucoup en terme de capacités de ces groupes et de risques qu'ils représentent.

Jusqu'à présent, le danger pour l'Europe est resté lointain. L'objectif principal assigné par Ben Laden à AQMI, l'organisation d'un acte terroriste de masse sur le sol occidental, est resté hors de portée. La posture anti-française est toutefois loin d'être superficielle chez ses dirigeants qui concentrent leurs actions contre la présence française au Sahel, à travers notamment les prises d'otage. Dans une région en passe de devenir une zone d'exploitation minière importante dans 10 ou 15 ans (on y trouve de l'or, du cuivre, de l'uranium), le développement d'un tel dessein inquiète.

Comment y répondre ? Jusqu'à présent, la réponse française a tergiversé, au risque de se laisser entraîner, par facilité ou réflexe de force, dans une escalade – recherchée par AQMI – aux conséquences pour le moins hasardeuses. Pour combattre plus efficacement cette organisation, il faut repartir de ses mobiles, de son idéologie, des soutiens de son action. Il est possible d'avoir une idée relativement précise d'AQMI « vue de l'intérieur » grâce à la grande quantité de données et de documents diffusés par l'organisation elle-même (publications écrites, enregistrements audio, vidéo, sites web, blogs, forums). La prise en compte de ces éléments pourrait amener à d'autres stratégies de déstabilisation qu'une implication trop directe des puissances occidentales qui ne ferait qu'empirer la situation, et à des recherches de médiation plus efficaces.

UNE BRÈVE HISTOIRE D'AQMI : IDÉOLOGIE, DIVISIONS ET INTERNATIONALISATION

DES GIA À AQMI

L'histoire d'AQMI plonge ses racines lointaines dans la « décennie noire » algérienne des années 1990, marquée par les Groupes Islamiques Armés (GIA), le retour des « Afghans » (i.e. les Algériens partis se battre en Afghanistan contre l'URSS) et un déchaînement irrationnel de violence et terreur dont les premières victimes furent les

AQMI : un problème régional

Algériens eux-mêmes. En 1998, Hassan Hattab, ancien cadre des GIA opposé au « jihad contre les Algériens », fonde le GSPC. Entre 1998 et 2003, le GSPC fédère la quasi-totalité des groupuscules islamistes armés des maquis algériens.

La première grande césure intervient en 2003, à propos de la guerre d'Irak. Le GSPC est divisé sur la question d'une participation de ses membres à ce conflit. Une lutte s'engage alors entre l'aile « localiste » menée par les fondateurs, pour qui le seul objectif étant le renversement du régime algérien, le GSPC n'a pas à s'engager sur la question irakienne ; et une aile « internationaliste », soutenue par les plus jeunes, qui prône l'extension du jihad à l'extérieur des frontières algériennes. Cette « jeune génération » menée par Abdelmalek Droukdal – qui n'a pas connu le jihad en Afghanistan – gagne la rébellion, met en minorité Hassan Hattab et les « localistes » en septembre 2003 et prend la direction de la mouvance.

Dès 2004, sous la houlette de Droukdal, le GSPC cherche à se rapprocher d'Al-Qaïda central. S'en suit une succession de faits spectaculaires (attaque filmée contre la caserne de Lamgheity en Mauritanie en juin 2005, envois massifs de combattants maghrébins en Irak - que Zarkaoui utilise comme kamikazes devant leur trop faible niveau de formation), qui visent autant à internationaliser le combat du GSPC qu'à le faire reconnaître par Al-Qaïda.

Mais Ben Laden hésite toujours à accepter l'allégeance : le GSPC est encore trop loin, dans son idéologie et son mode de fonctionnement, de ce qu'il souhaiterait pour l'intégrer à Al-Qaïda. Droukdal fait alors venir des idéologues, des instructeurs, des prêcheurs, change ses modalités d'action (attentats à l'explosif plutôt que mitraillages), et proclame le 11 septembre 2006 « l'allégeance » du GSPC à Al-Qaïda. Ben Laden l'accepte début 2007, lui désignant la France et l'Espagne comme cible (la France restant « l'ennemi prioritaire »).

AQMI est officiellement née et organise une série d'attaques contre les intérêts occidentaux sur le sol algérien (Halliburton, Ghazel, etc.) et une dizaine d'attentats suicide simultanés en Algérie et au Maroc (du 10 au 14 avril 2007). Puis l'organisation poursuit son internationalisation en commettant des attentats suicide contre le HCR à Alger (décembre 2007) et débute des attaques dans le Sahel (menace sur le Paris-Dakar, assassinat de Français en Mauritanie, attentat suicide contre l'ambassade de France en Mauritanie en août 2009, attentat isolé contre l'ambassade de France à Bamako le 6 janvier 2011...



UNE IDÉOLOGIE PRÉGNANTE MAIS DES DIVISIONS PERSISTANTES

Quels sont les ressorts et l'idéologie de ce mouvement ? Quelle est son organisation et quelles sont ses faiblesses ? Les documents internes d'AQMI semblent attester d'un encadrement doctrinaire fort. Les communiqués et les justifications des actions obéissent toujours à une phraséologie « juridicisée » : des argumentations et des fatwas sont construites sur tout, tout le temps, pour justifier du respect du droit islamique. La posture anti-française est par ailleurs très ancrée chez les dirigeants d'AQMI : dans leur corpus idéologique, la France est un « ennemi mortel », dépeinte comme le diable car « athée » (le terme n'étant pas distingué sémantiquement de celui de « laïc »), cherchant à évacuer dieu de la vie des hommes. Les fondements de l'hostilité contre la France sont donc profonds, ce qui explique que les lois sur les signes religieux (2003) ou sur le voile intégral (2010) fassent l'objet d'attaques systématiques.

L'organisation est structurée autour des serments d'allégeance : celui qui prête allégeance à un chef d'AQMI se met à son service, dans le cadre d'une logique tribale et agit pour son compte, avec toutefois une grande liberté d'action et de commandement (d'où les revendications rétroactives). Mais cette structure très hiérarchisée n'empêche pas la persistance de divisions profondes. La division la plus nette se trouve entre les deux brigades (katiba) opérant dans le Sahel. Historiquement, les réseaux jihadistes du Sahara étaient sous le contrôle incontesté de Belmokhtar, un ancien « Afghane » qui était, déjà, chef de la région du Sahara pour les GIA. Dans cette zone du sud de l'Algérie et du nord du Mali où il a longtemps régné, les réseaux jihadistes ont contracté des séries d'accords (explicites ou non) avec les réseaux de trafiquants parcourant la région (transportant notamment armes et cigarettes, plus récemment drogues et migrants illégaux)¹. Mais le cœur de leurs activités reste le terrorisme, et la transformation du GSPC en AQMI a conduit à multiplier les attentats et les enlèvements, même s'ils ont toujours veillé à entretenir une certaine forme d'ordre propice aux trafics.

Reste que Belmokhtar (et AQMI plus généralement) n'a pas été à la hauteur des ambitions placées par Ben Laden et les dirigeants d'Al-Qaïda. Ceux-ci nourrissent il est vrai une méfiance ancienne envers les jihadistes algériens, jugés incontrôlables et trop intéressés à des activités parfois peu liées au jihad... Mais l'échec de toutes les tentatives d'attentats sur le sol européen, qui étaient pourtant un objectif prioritaire assigné à la transformation du GSPC en AQMI dès 2007, a renforcé cette défiance.

¹ Si ces réseaux ne se sont jamais confondus, les liens furent tels que Belmokhtar a fini par être surnommé « mister Marlboro »...

AQMI : un problème régional

Implanté un peu plus à l'Est, un commandant concurrent d'une plus petite brigade, Abou Zeid (qui lui n'est pas un « Afghan »), semble vouloir jouer sur cette déception pour faire monter en puissance sa propre katiba, beaucoup plus agressive, plus ambitieuse, plus idéologique, composée de commandos rapides aux méthodes expéditives. Depuis quelques temps, Abou Zeid cherche à multiplier les coups d'éclats pour se faire distinguer aux yeux des chefs d'Al-Qaïda dont il reprend, bien plus que Belmokhtar, l'idéologie globaliste. Il a rompu avec la politique de tractation habituellement suivie à propos des otages en exécutant l'un des quatre touristes européens enlevés en mai 2009 (Edwin Dyer), a ouvert un front au Niger et est venu défier Belmokhtar jusqu'à Tombouctou en y faisant assassiner un officier malien. Il est également impliqué dans l'enlèvement des salariés d'Areva à Arlit.

Cette rivalité entre les deux commandants du Sahara nourrit largement l'agressivité actuelle d'AQMI. Mais à cette division pourrait s'en rajouter une, encore larvée, entre le Sahara et la tête d'AQMI restée en Algérie (Droukdal et ses proches). Fort de son activisme, Abou Zeid se verrait bien en émir d'Al-Qaïda pour le Sahel, coupant les ponts non seulement avec Belmokhtar mais aussi avec Droukdal et le jihadisme algérien pour « s'africaniser ». C'est peut-être à cette aune qu'il faut comprendre l'émergence d'un nouvel acteur placé sous les ordres d'Abou Zeid, Abou Abdelkrim, qui détiendrait une partie au moins des sept otages d'Areva, et qui a surtout la particularité d'être malien. « L'africanisation » de ce terrorisme est d'ailleurs confirmée par l'arrivée récente sur la frange sud du Sahel d'une poignée d'éléments dangereux en provenance du Nigéria. Il n'est pas exclu non plus que l'importante offensive entamée dans les derniers jours de 2010 par les autorités algériennes en Kabylie contre Droukdal et son entourage, si elle enregistre quelques succès, participe à couper la tête d'AQMI de ses bases au sud dans le Sahel.

LA QUESTION DU FINANCEMENT

Dans son organisation et dans ses divisions, la question du financement reste centrale. Les sources de financement « traditionnelles » des jihadistes sahraouis (contrebande de produits sous la houlette de Belmokhtar notamment) se sont accrues de manière exponentielle avec l'arrivée dans la région il y a quatre à cinq ans de la cocaïne en provenance d'Amérique du Sud. La valeur de la marchandise se compte désormais en

AQMI : un problème régional

centaines de millions de dollars². Mais l'importance prise par ces trafics illicites (illicites y compris aux yeux de l'Islam) a fini par poser un problème religieux, qui s'est emboîté dans la rivalité entre les deux chefs du Sahara : Abou Zeid a cherché, lors d'un « Conseil des chefs » fin 2008, à mettre en cause comme « non-conforme à l'Islam » les activités de trafic menées par Belmokhtar. Il a alors proposé de remplacer ces trafics par des modes de financement « plus islamiques » : la dîme (sorte de taxe perçue sur les marchandises qui transitent par les territoires contrôlés par AQMI) d'une part, le kidnapping de l'autre. Le Conseil des chefs a tranché en sa faveur, affaiblissant les réseaux de Belmokhtar et relançant l'industrie des otages.

Comme toujours, ces activités ont été, au moins en façade, très cadrées en droit et en théologie. La dîme a été codifiée (les membres d'AQMI ne doivent pas être à l'initiative de trafics, ne touchent pas à la marchandise, ne la chargent ni ne la déchargent) et les tarifs fixés (selon que le passage est escorté ou non). Les otages, pour leur part, ne sont juridiquement plus considérés comme des « otages » (*rahîna*) mais comme des « prisonniers de guerre » (*asîr*), catégorie spécifique en droit islamique à laquelle s'applique le « droit de la guerre en Islam », qui préconise de s'en servir comme monnaie d'échange pour obtenir la libération d'autres prisonniers, ou contre rançon (le « prix du sang »). Le montant des rançons elles-mêmes ont été codifiées en fonction du profil de l'otage (et leur montant fixé à partir des primes d'assurances américaines...). Les activités d'enlèvement qui se mettent en place, avec leurs circuits et leurs règles, devraient donc perdurer sinon augmenter.

QUE FAIRE CONTRE AQMI ?

Même si on ne peut exclure la mise en œuvre d'actions clandestines de lutte anti-terroriste ciblées, l'affrontement contre AQMI doit se situer sur un autre terrain que le terrain militaire, aux conséquences politiques difficiles à prévoir.

UNE ILLUSOIRE TENTATION DU COUP DE FORCE

Mené avec le concours d'unités françaises, le raid manqué du 22 juillet 2010 pour libérer Michel Germaneau a constitué un vrai tournant en militarisant la question : c'est la première fois qu'AQMI est attaquée directement par une puissance occidentale (qui plus est par la « France croisée »), et qu'elle subit des pertes importantes. Ce raid a

² En décembre 2009, a ainsi été retrouvé dans le désert au nord du Mali la carcasse abandonnée d'un Boeing 727. L'appareil a vraisemblablement transporté de nombreuses fois plusieurs tonnes de cocaïne en provenance du Venezuela avant qu'une panne ne l'empêche de redécoller...

AQMI : un problème régional

temporairement ébranlé l'organisation (les petits chefs accusant Droukdal de ne pas les avoir protégés), mais a surtout déclenché, dans l'optique interne d'AQMI, un cycle de « vengeance ». Dans le discours théologique et idéologique d'AQMI, la justification des actions contre les français sont ainsi passées d'une « guerre sainte » (*jiḥād*) à une « guerre de vengeance » (*thâr*), rendant plus difficile les négociations et favorisant la confrontation.

C'est ainsi une entrée en guerre qui se dessine, mais cette escalade pourrait être sans issue. On voit mal à quoi peut aboutir une militarisation de la question : des groupes de combattants pourront bien être liquidés lors d'opérations armées, mais c'est la région entière qui baigne dans un climat propice à l'expansion, sous des formes diverses, de l'islamisme. L'inscription d'AQMI dans le tissu économique et social en témoigne : les groupes jihadistes, malgré leurs relations parfois difficiles avec la « caste commerciale » du Sahara, continuent de bénéficier des réseaux de renseignements sur le désert extrêmement importants (aucun effet de surprise n'est possible pour des opérations terrestres, à la limite pour des opérations aéroportées), ils sont bien ravitaillés en essence, en vivres, en pièces détachées, ils bénéficient d'un soutien logistique et opérationnel (guidage, sous-traitance de certaines opérations, etc.). Ces liens seront d'autant plus difficile à couper qu'ils se renforcent des difficultés politiques (la révolte des touaregs) et économiques (les sécheresses), de la défaillance des Etats, de la faiblesse de l'administration de ces territoires, et bien sûr du transfert par AQMI aux réseaux tribaux d'une part des profits financiers tirés notamment des otages.

Ces liens ne pourront être facilement extirpés, et ils ne le seront certainement pas par des opérations militaires. Au contraire, toute intervention pourrait aggraver la situation, et notamment renforcer le sentiment anti-français, déjà de plus en plus fort. L'image de la France dans la région a beaucoup changé : elle n'est plus un pôle d'attraction, elle est perçue au travers de son action anti-migratoire jugée brutale et de sa politique tenue pour hostile à l'Islam. Dans la situation actuelle, la France n'apparaît donc pas comme une victime, et certains vont même jusqu'à prétendre qu'elle instrumentaliserait la question des otages comme prétexte à des visées néocoloniales en Afrique. Les interventions extérieures, quelle que soit leur justification, sont toujours vécues comme une agression et une humiliation. Plus elles augmentent, plus le risque d'une « somalisation » de la région est grand. La voie militaire menée par les occidentaux fait donc courir bien plus de risques qu'elle n'offre de solutions.



AQMI : un problème régional

UNE IMPLICATION DES ACTEURS RÉGIONAUX NÉCESSAIRE, MAIS DIFFICILE

La lutte la plus efficace et la moins susceptible de provoquer des conséquences politiques incontrôlées ne peut évidemment venir que des Etats de la région. Or les pays traversés par AQMI entretiennent des attitudes ambiguës envers ce mouvement.

La Mauritanie et le Niger sont les mieux disposés à lutter contre AQMI mais la faiblesse de leur appareil sécuritaire les rend largement impuissants. AQMI, bien entraîné, est en position de force : lors des derniers échauffourées militaires, le rapport de perte était, en sa faveur, de un à huit. Ces deux pays pourront continuer à s'engager sur ce front, mais seulement tant qu'ils seront soutenus, et dans la mesure de leurs faibles moyens.

Le Mali, pour sa part, acteur pourtant essentiel, est nettement plus réticent. Aux manques de moyens et de préparation (militaire et de renseignement) se greffe une analyse politique locale qui ne favorise pas l'engagement. Amadou Toumani Touré n'a ainsi pas envie de se lancer dans une grande offensive contre AQMI tant que celui-ci ne porte pas directement atteinte à ses intérêts, d'autant moins qu'il considère les territoires du nord du Mali comme n'ayant pas suffisamment de valeur pour qu'il y risque son pouvoir ou son armée : ces territoires sont agités depuis le milieu des années 1990 par une rébellion touareg, et des opérations de l'armée malienne dans le Nord risqueraient de mettre à bas la dernière et fragile trêve conclue en 2006 qui s'était justement traduite par le départ des forces maliennes de ces territoires.

Les deux grandes puissances régionales, l'Algérie et la Libye, pratiquent pour leur part autant qu'elles le peuvent le cantonnement d'AQMI au territoire sahélien. Elles luttent contre l'organisation sur leur propre sol, mais pas au-delà. Surtout, elles veillent à ne pas voir la France prendre d'initiatives sur le terrain. Enfin, les politiques de coopérations régionales, notamment entre l'Algérie et le Maroc, restent bloquées par la non-résolution de la question du Sahara occidental.

Le soutien à toutes les actions d'endiguement de l'islamisme menées par ces pays, sous toutes leurs formes (renforcement des capacités sécuritaires bien sûr, mais également processus de réconciliation voire d'amnistie, effort de développement économique et social des régions sahéliennes, politiques de « déradicalisation » des discours religieux) doit donc être favorisé, mais sans prêter le flanc à des accusations d'emprise occidentale sur des questions qui, touchant aux sociétés maghrébines, restent éminemment de leur unique ressort.



S'ÉQUIPER DE CAPACITÉS DE NÉGOCIATIONS

Pour répondre à la question des otages, la première mesure pourrait être de s'adjoindre des négociateurs mieux ciblés. Il y aurait une fonction de « négociateur » à créer. Pour l'instant, les négociations sont pilotées directement par la cellule militaire de l'Élysée, qui n'est pas experte en la matière. Mener ces négociations dans leur configuration particulière enfermée dans le droit islamique demande de mobiliser de très bonnes connaissances de l'idéologie et de la théologie dont se revendiquent ces groupes. Or les institutions actuelles, composées de petites équipes cloisonnées, n'ont pas forcément les connaissances pointues nécessaires et ne trouvent pas toujours les bons spécialistes du sujet. S'ensuit un manque d'efficacité, parfois de stratégie faute d'une compréhension fine des mécanismes et des marges de manœuvre possibles. On gagnerait à laisser à des spécialistes le soin d'entrer en contact et de négocier en direct avec les preneurs d'otage. C'est à la fois le gage d'une efficacité accrue et d'une précaution renforcée, permettant aux autorités politiques d'agir sans interférence malheureuse avec le rôle de ce ou ces négociateurs et celui des services.

A ce nouveau « négociateur » pourrait être adjoind une cellule dédiée à la communication. Si l'on ne peut empêcher les responsables politiques de réagir publiquement sur ces sujets, il peut être gênant que tout le monde s'exprime en cas de crise. Une meilleure coordination – faute d'une centralisation illusoire – éviterait par ailleurs de mettre sur le devant de la scène les autorités françaises qui apparaissent alors comme « négociant avec les terroristes ».

DÉSTABILISER IDÉOLOGIQUEMENT

Le second axe est la déstabilisation idéologique. L'affrontement avec AQMI doit se situer sur leur terrain : le terrain idéologique ; et sur la scène qu'ils préfèrent : celle des médias arabo-musulmans. Actuellement, la communication d'AQMI, spectaculaire (mise en scène des actions terroristes et instrumentalisation des médias) et d'essence idéologique, n'est jamais contrée. Telle qu'elle est pratiquée aujourd'hui, la communication française est motivée par l'actualité (enlèvement ou assassinat) et ne concerne que le public national. Et elle ne s'intègre jamais dans une stratégie de contre-offensive, sauf parfois de la pire des façons, en reprenant le discours de « guerre contre le terrorisme » qui s'emboîte tellement parfaitement avec celui d'Al-Qaïda qu'il correspond exactement à ce que ces derniers attendent afin de justifier en réponse leur

AQMI : un problème régional

concept de « jihad global ». Dans les journaux et télévision arabo-musulmans, le discours extrémiste est relayé sans contradicteur et la position occidentale caricaturée, créant un déséquilibre certain au profit des « théoriciens » extrémistes dans ces médias. Il y a là un combat à livrer, en suscitant le débat et en répondant argument par argument. Ce travail pourrait porter d'abord sur tous les arguments jouant sur l'image de la France (dont on entend à longueur de médias qu'elle n'est pas une victime mais cache derrière le prétexte des otages un néo-colonialisme ; qu'elle ne vise que le pillage des ressources de l'Afrique, etc.). C'est un « soft power » sur l'image de la France qu'il faut développer.

Plus largement, face à un fonctionnement d'AQMI avant tout idéologique où la propagation des idées joue un rôle essentiel, la bataille idéologique, la contestation de l'autorité de la parole des cheikhs autoproclamés, l'instillation du doute, y compris théologique, quant aux vérités assénées, est un puissant facteur de déstabilisation. L'Islam offre les outils pour lutter contre l'islamisme et de nombreux experts disposent d'un savoir opérationnel qui reste à utiliser. Répondre aux arguments islamistes sur leur propre terrain idéologique et juridique, les prendre à leur jeu, est la meilleure façon de les délégitimer en pointant leur faillibilité sur le plan même dont ils revendiquent le pouvoir de leur vérité : le plan religieux. Des offensives médiatiques d'ampleur participeraient à mettre en lumière la très grande pauvreté du corpus doctrinal d'Al-Qaïda et la ferait apparaître pour ce qu'elle est : une secte dont les dirigeants n'ont aucune formation théologique, une hérésie déjà presque sortie de l'Islam.